



Publié le 17/10/2019 19:42 | Mis à jour le 17/10/2019 20:50

Dix ONG mettent la pression sur la politique européenne de la pêche

À l'approche des conseils de ministres de la Pêche de la fin d'année, dix organisations environnementalistes ont présenté leurs revendications communes.

WWF France, FNE, Greenpeace, Sea shepherd, Medreact, Our fish, Oceana, Pew charitable trust, Bloom, Pleine mer : ces dix ONG réunies sous la bannière de la défense de l'océan (1) se sont réunies le jeudi 17 octobre à l'institut océanographique à Paris pour porter,

chiffres à l'appui, aux représentants des États membres une liste de demandes pour limiter la surpêche.

« Éradiquer la surpêche en Europe en 2020. » L'objectif fixé à la politique commune de la pêche (PCP) de l'Union européenne en 2013 était ambitieux. Sept ans après, le compte n'y est pas selon les ONG, pour qui 41 % des stocks de l'Atlantique nord-est sont encore surpêchés, contre 69 % en 2003. Et en Méditerranée, 90 % des stocks subissent une pression en moyenne plus de deux fois supérieure au niveau de durabilité. Dans leur ligne de mire, les règles du prochain Feamp (fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche) qui distribuera six milliards d'euros de subventions jusqu'en 2027.

Les ONG veulent éliminer les aides à la construction de nouveaux navires et à la remotorisation et affecter 25 % des fonds dans des projets de lutte contre les captures accidentelles sensibles et la mise en œuvre de mesures de contrôle efficaces.

Parmi leurs autres priorités : révision du système de contrôle ; répartition différente des droits de pêche, avantageant la petite pêche non chalutière ; suspension ou diminution des pêcheries responsables des captures de cétacés dans le golfe de Gascogne ; régulation de la pêche maritime de loisir ; extension des aires marines protégées avec pour objectif la protection renforcée de 30 % de l'ensemble des écosystèmes marins d'ici à 2030.

Plus d'informations dans « le marin » du 24 octobre.

Frédérique JOURDAA